



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Janvier 2007

Volume 6, Numéro 1

### LIGNE DE FOND

#### LIGNE DE FOND \_\_\_\_\_ 1

**Cycle de Doha : Les Membres semblent plus optimistes, mais jusqu'où iront-ils ? \_\_\_\_\_ 1**

**Les négociateurs sur l'agriculture sauront-ils profiter de la "fenêtre d'opportunité" ? \_\_\_\_\_ 4**

#### NOUVELLES DE L'OMC \_\_\_\_\_ 7

**Certains Membres appellent à une concentration plus forte sur les services avec la reprise des discussions à Genève. \_\_\_\_\_ 7**

**Le Canada tente une action à l'OMC contre les subventions américaines au titre de la Farm Bill. \_\_\_\_\_ 8**

#### SUR LE FIL \_\_\_\_\_ 11

**Le Vietnam devient le 150ème membre de l'OMC. \_\_\_\_\_ 11**

#### EVENEMENTS \_\_\_\_\_ 11

#### PUBLICATIONS \_\_\_\_\_ 13

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

#### Cycle de Doha : Les Membres semblent plus optimistes, mais jusqu'où iront-ils ?

Les responsables du commerce des grandes économies du monde semblent plus optimistes à propos du Cycle de Doha qu'à n'importe quel stade depuis la rupture des négociations, en juillet dernier, même si les gouvernements n'ont pas encore ouvertement modifié leurs positions de négociation.

Durant le Sommet UE/États-Unis tenu à Washington, en mi-janvier, on a été frappé par le fait que personne n'a été montré du doigt, contrairement à ce qui se passait lors des échanges sur le commerce au cours des derniers mois. Le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a indiqué que les réunions avec l'Administration Bush et les responsables du Congrès l'avaient amené à penser " qu'il existe un nouvel espoir pour le Cycle de Doha. " Bien que semblant moins optimiste, la Représentante américaine au commerce extérieur, Susan Schwab, a également laissé entendre qu'il y avait eu des progrès. Le Président américain, George W. Bush, avait particulièrement insisté sur son souhait de voir un accord, a déclaré le Commissaire européen au commerce, en lui disant ainsi qu'à Schwab " Allez-y Susan. Allez-y Mandelson. Faites le travail. "

La rhétorique a suscité l'espoir que les deux parties avançaient en vue de combler leurs divergences sur les subventions agricoles et l'accès aux marchés pour les produits agricoles - les questions sur lesquelles les négociations ont capoté. Durant la même semaine, Schwab et Mandelson ont

rencontré séparément leur homologue japonais, Akire Amari. Tous ont mis l'accent sur l'importance qu'il y avait à réaliser des progrès rapides dans les négociations commerciales multilatérales. Début janvier, Schwab et Celso Amorim, le Ministre des affaires étrangères brésilien, avaient eu quelques discussions 'préliminaires' pour explorer les voies et moyens de sortir de l'impasse.

Avec la reprise des discussions au siège de l'OMC, à Genève, à la suite de l'interruption des vacances, les négociateurs semblent prudemment optimistes sur le fait que l'amélioration des conditions atmosphériques entraînera des progrès concrets dans les discussions. Un négociateur a mis en garde contre un enthousiasme excessif, en déclarant que ceci pourrait rendre un échec encore plus décevant.

### **Ouverture d'une " fenêtre d'opportunité ", percée incertaine...**

La plupart des pays estiment avoir jusqu'à début avril pour démontrer qu'un accord est possible. Cette 'fenêtre d'opportunité' résulte de l'expiration, fin juin, de l'Autorité en matière de promotion du commerce (Trade promotion authority - TPA) conférée à l'Administration présidentielle américaine et avec elle, la capacité de soumettre des accords commerciaux au Congrès en vue d'un vote pour ou contre, sans possibilité d'amendement.

On ne sait pas clairement si le nouveau Congrès démocrate acceptera de proroger la TPA, bien que les responsables de l'Administration Bush aient qualifié la garantie de renouvellement de question d'une haute priorité. S'exprimant le 12 janvier dernier, à Genève, à la suite d'une réunion avec Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC, Schwab a réitéré que des progrès de fond dans les discussions de Doha rendraient probablement " le Congrès et les administrés américains beaucoup plus enthousiastes " vis-à-vis de la TPA. Elle a toutefois averti qu'un accord qui romprait le blocage était loin d'être imminent. " Sommes-nous proches d'une percée ? Non. Il nous reste un long

chemin à parcourir pour arriver à une percée, " a-t-elle déclaré.

### **Schwab : Moins de concentration sur les " chiffres sur les autocollants "**

Pour réaliser une avancée, il faudrait que les gouvernements se tirent de l'impasse dans laquelle nombre d'entre eux s'étaient engagés en jurant de manière véhémement ne pas être prêts à faire davantage de concessions. L'UE et de nombreux pays en développement, notamment l'Inde et le Brésil, insistent sur le fait que les États-Unis devraient abaisser le futur niveau plafond qu'ils proposent pour les subventions ayant des effets de distorsion des échanges. Washington a, jusqu'ici, soutenu ne pas vouloir accepter d'abaissement supplémentaires tant que ces pays n'offrent pas de réductions beaucoup plus fortes de leurs tarifs d'importation pour les produits agricoles.

A Genève, Schwab a indiqué une voie possible à suivre pour atténuer la teneur du débat. Minimisant la portée des chiffres sur les autocollants à l'arrière des voitures - bumper sticker numbers - qui nous ont bloqués en juillet, " elle a appelé à une concentration plus forte sur la clarification des " nombreuses parties mobiles " dans les négociations. Ceci impliquerait que l'on se concentre moins sur les abaissements moyens globaux en pourcentage pour les droits tarifaires et les subventions, et davantage sur les diverses exceptions et règles qui détermineront les voies et moyens d'élargir les volumes d'importation pour certains produits, mais non pour d'autres, ou d'empêcher les gouvernements de procéder à certains versements aux agriculteurs.

Schwab a indiqué que de telles discussions techniques se déroulent actuellement au niveau bilatéral entre plusieurs pays. Plus de clarté sur les buts spécifiques des Membres en matière d'exportation et sur leurs sensibilités en matière d'importation pourrait les aider à concocter qui soit ambitieux, sans être politiquement explosif, a-t-elle suggéré.

Les négociations sur l'agriculture avaient un nombre particulièrement élevé de " parties mobiles, " a déclaré Schwab. Celles-ci comprennent les 'produits sensibles' que tous les Membres seront en mesure de soustraire à des réductions tarifaires, en échange de l'expansion des contingents d'importation, ainsi que les 'produits spéciaux' que seuls les pays en développement seront en mesure de désigner pour bénéficier d'un traitement tarifaire plus souple sur la base des besoins en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. Les États-Unis cherchent farouchement à minimiser la portée de deux types de flexibilité dans les négociations agricoles, en particulier les 'produits spéciaux' pour les pays en développement.

Les " chiffres sur les autocollants " sont bien connus. Le groupe G-20 de pays en développement souhaite que les pays riches abaissent de 54% en moyenne les plafonds de consolidation sur leurs droits tarifaires agricoles. L'UE proposait initialement une réduction moyenne de près de 39%. Mandelson a laissé entendre - bien que sans jamais présenter d'offre formelle - qu'il pourrait aller jusqu'à près de 51%, mais pas au-delà. Sous l'égide de la France, plusieurs Etats Membres de l'UE insistent que même ceci pourrait déjà aller trop loin. Washington recherche quand même des abaissements tarifaires de près de 66%, en offrant en échange des abaissements des subventions que tant l'UE que le G-20 ont jugé insuffisants.

### **Un nouveau document exhorte les États-Unis à modérer leurs demandes**

La concentration des États-Unis sur des abaissements tarifaires plus profonds et des exceptions minimales est malencontreuse, selon un nouveau document de Sandra Polaski, chercheur à la Carnegie Endowment for International Peace. Le chercheur souligne que non seulement les produits agricoles comptent pour moins de 5% des exportations américaines, mais qu'il " n'y a pas de relation étroite entre les importations agricoles et les taux tarifaires appliqués. " Elle fait plutôt valoir que le principal facteur qui stimule la demande

d'importations agricoles d'un pays, c'est la croissance du revenu intérieur. Les importations agricoles chinoises et indiennes se sont accrues avec la hausse du revenu par tête d'habitant, indépendamment des modifications des niveaux tarifaires agricoles de ces deux pays. L'étude note que les États-Unis sont déjà le premier exportateur mondial de produits agricoles vers les pays en développement. Polaski suggère que les demandes de Washington pourraient avoir l'effet pervers de faire baisser les revenus des ménages pauvres dans les pays en développement - entravant ainsi la demande future de produits agricoles américains. Elle a exhorté Washington à modérer sa proposition afin de tirer les négociations de l'impasse.

L'accès aux marchés reste néanmoins au cœur des débats politiques américains sur le Cycle de Doha. Max Bacus, le représentant démocrate du Montana, qui préside le Comité du Sénat en charge du commerce, a déclaré, la semaine dernière que " l'élargissement de l'accès aux marchés dans l'agriculture était une priorité clé, " et que les propositions existantes semblaient inadéquates. Bacus n'est pas opposé de manière systématique aux accords commerciaux : au début de ce mois, il avait écrit dans le Wall Street Journal en appelant à la prorogation de la TPA., accompagnée de mesures d'ajustement renforcées pour aider les travailleurs affectés par la libéralisation.

Dans le même temps, les législateurs américains doivent rédiger une nouvelle législation devant déterminer les futures dépenses agricoles pour remplacer la Farm bill 2002 pourvoyeuse de subventions, qui arrive à expiration cette année. Associé à la hausse des prix des produits de base, ceci serait en théorie une opportunité de réduire les versements agricoles, face au déficit budgétaire global, à la menace de plaintes à l'OMC et aux demandes d'un accord du Cycle de Doha potentiel. Toutefois, le puissant lobby fermier fait pression sur le Congrès pour le maintien des niveaux de dépenses, et le Président du Comité sur l'agriculture de la Chambre des Représentants, Collin Peterson, un démocrate du Minnesota,

plaide en faveur de changements mineurs à la Farm bill actuelle.

### **Et si les gouvernements n'arrivaient pas à combler leurs divergences durant la 'fenêtre d'opportunité' ?**

Lamy avait déclaré, l'an passé, que le Cycle de Doha échouerait en l'absence " d'une prorogation quelconque " de la TPA conférée à l'administration Bush. Dans le cadre de la diplomatie itinérante qu'il mène actuellement avec les gouvernements à travers le monde, Lamy a continué à soutenir que même les offres les plus conservatrices actuellement sur la table de négociation seraient d'une valeur commerciale sans précédent.

Schwab estime qu'une interruption de la TPA ne serait pas fatale aux négociations de l'OMC. " Il y a diverses choses pour lesquelles nous avons recours à l'Autorité en matière de promotion du commerce, " a-t-elle déclaré, lors d'une conférence de presse à Genève. " Elle sera, à terme, prorogée. Nous aimerions que cela se fasse plus tôt. Ce ne serait pas la fin du Cycle de Doha. "

Une option que Lamy n'a pas définitivement exclue, ce serait qu'il produise son propre accord de compromis, sur la base des éléments sur lesquels il pense qu'un accord serait possible. En 1991, le Directeur général de l'OMC de l'époque, Arthur Dunkel, avait rédigé un texte d'accord général, dans une tentative, à terme fructueuse, visant à tirer les négociations du Cycle d'Uruguay de l'impasse. Lamy a toutefois soutenu ne pas avoir de plan pour ce faire, en insistant sur le fait qu'il s'agit d'une " option de dernier recours ". Dans un commentaire récent publié dans le Financial Times, il a assimilé ce que l'on appelle l'option nucléaire' des négociations commerciales internationales à 'la chirurgie pratiquée sur un patient déjà en mauvaise santé. Si le patient doit mourir le lendemain, cela en vaut peut-être la peine, mais pas à ce stade. "

### **Les négociateurs sur l'agriculture sauront ils profiter de la " fenêtre d'opportunité " ?**

Au moment où ils entraient dans la 'fenêtre d'opportunité', de janvier à mars, tant vantée pour réaliser des progrès dans les discussions tumultueuses du Cycle de Doha de l'OMC, les diplomates du commerce ont fait circuler plusieurs rumeurs positives sur la possibilité d'avancer. Toutefois, s'ils ont revendiqué certains progrès sur les questions techniques, un accord large reste incertain sur les abaissements de subventions agricoles et de droits tarifaires, ainsi que sur le nombre et la portée des exceptions à ces abaissements. Dans le même temps, un processus de brainstorming informel entre un petit nombre de pays Membres a produit trois scénarios imaginaires sur les voies et moyens d'arriver à un accord.

La plupart des observateurs des milieux du commerce considèrent comme cruciale une percée durant le premier trimestre de l'année, pour inciter le Congrès américain à renouveler l'Autorité en matière de promotion du commerce' conférée à l'administration Bush avant son expiration, fin juin.

Lors d'une conférence de presse, tenue le 8 janvier dernier, à la suite d'un sommet UE/États-Unis, à Washington, la Représentante américaine chargée du commerce extérieur, Susan Schwab, a spécifié que les négociateurs sont " clairement en train de progresser ", alors que son homologue européen, Peter Mandelson, observait qu'une série de réunions dans la capitale américaine leur avait donné à tous deux "un regain de confiance dans le fait que l'accord de Doha était réalisable et qu'il pouvait se faire dans le calendrier restreint qui s'est ouvert. " Les deux responsables ont également assisté à une réunion antérieure entre le Président américain, George W. Bush et le Président de la Commission européenne, José Barroso. Mandelson a noté, par la suite, que les deux dirigeants avaient fait preuve du type de volonté politique qui serait essentiel pour l'achèvement des négociations de Doha.

Mandelson a averti que les négociateurs seraient " en réel danger " s'ils ne parvenaient pas à sortir de l'impasse " au cours du premier trimestre de cette année. " Schwab a toutefois mis l'accent sur le fait que le fond des négociations compterait davantage que tout délai : " Personne ne va arriver à un accord sur la base d'une date limite artificielle, s'il n'y a pas de contenu substantiellement et politiquement viable " a-t-elle déclaré.

S'exprimant à Genève, quelques jours plus tard, Schwab a également semblé réduire les attentes de toute avancée majeure dans un avenir immédiat, en spécifiant de manière catégorique que les négociateurs " avaient un long chemin à parcourir pour réaliser une percée. "

La représentante américaine chargée du commerce a néanmoins noté qu'une succession de réunions entre Membres de l'OMC à divers niveaux de gouvernement, avait mené à certains progrès. Elle a indiqué que ces réunions avaient cherché à permettre aux négociateurs " d'aller au-delà de ces autocollants de voiture qui nous ont bloqués en juillet " : les abaissements moyens en pourcentage fortement contestés pour les réductions de subventions agricoles et de droits tarifaires - en instaurant un consensus sur des questions techniques qui permettraient aux Membres de progresser sur certains des problèmes de négociation plus insolubles.

Ceci semble reposer sur l'idée que les Membres peuvent s'estimer plus en mesure d'accepter une réduction moyenne particulière des abaissements soit de subventions, soit de droits tarifaires s'ils ont davantage de précision sur le point de savoir quelles autres règles et exceptions leur permettront de continuer à protéger ou à subventionner des produits spécifiques.

Des sources dans les milieux du commerce à Genève ont laissé entendre que les négociateurs européens et américains avaient peut-être réalisé certains progrès sur les questions techniques concernant le traitement des 'produits sensibles', que les pays tant développés qu'en développement seront en mesure de retenir un traitement tarifaire

plus souple, en échange de la mise en place de nouveaux contingents d'importation. On estime, toutefois, que des divergences significatives persistent dans ces pays, sur les abaissements tarifaires. Un clivage important persiste également entre certains grands exportateurs de produits agricoles - notamment les États-Unis - et les pays en développement qui aimeraient soustraire un nombre restreint de 'produits spéciaux' du plein effet des abaissements tarifaires, sur la base des besoins en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural.

Tant Schwab que Mandelson ont mis l'accent sur le fait que des progrès dans les discussions nécessiteraient davantage qu'un accord entre Bruxelles et Washington. Mandelson a averti que tous les Membres auraient à travailler ensemble et à ne pas compter sur " une sorte d'accord bilatéral concocté par l'UE et les États-Unis puis passé au reste de l'OMC. " Pour sa part, Schwab a mis l'accent sur le fait que les Membres de l'OMC dans leur ensemble devaient être impliqués, comparant les négociations à " un jeu d'échec à trois dimensions ... extrêmement compliqué. "

Les responsables du commerce à Genève ont néanmoins souligné que, depuis juillet 2006, les pays en développement avaient, à maintes reprises, mis l'accent sur le fait qu'il incombait aux pays développés de faire le premier pas pour faire redémarrer les discussions bloquées.

### **Les 'non-G-6' discutent des grandes lignes d'accords de Doha possibles**

Un document décrivant différents scénarios de compromis potentiels ou 'zones d'atterrissage' qui pourraient susciter l'appui des Membres a été distribué, en décembre, au groupe de pays dit 'non G-6' ou Oslo. Le 'non G-6' est un groupe de pays de taille intermédiaire ayant une gamme d'intérêts différents dans les négociations sur l'agriculture, et comprenant le Canada, le Chili, l'Indonésie, le Kenya, la Nouvelle-Zélande et la Norvège. Le surnom vise à les différencier du groupe 'G-6' d'acteurs clés - Australie, Brésil, UE, Inde, Japon et

États-Unis - dont l'incapacité à arriver à un accord sur des abaissments des subventions agricoles et des droits tarifaires a conduit à la suspension des négociations en juillet.

Des sources ont indiqué que, bien que produit par la Nouvelle-Zélande, le document ne reflétait ni la position de ce pays, ni celle d'aucun des autres participants du non G-6. Le document a simplement été présenté dans le cadre d'un processus de brainstorming.

Les scénarios représentent des ensembles de concessions sur le soutien interne et sur l'accès aux marchés, à trois larges niveaux d'ambition différents, qui varient en termes de taille des abaissments des subventions et des droits tarifaires et de la portée des exceptions. Bien qu'ils aient effectivement fourni des détails sur certaines flexibilités des règles spécifiques pour les abaissments de droits tarifaires et de subventions, les scénarios n'abordaient pas d'autres domaines clés - tels que les produits spéciaux et le 'mécanisme de sauvegarde spéciale', qui permettraient aux pays en développement de se protéger contre les brusques poussées d'importations.

Dans le cadre du 'scénario A', le moins ambitieux, le document prévoit un abaissement de 65% du soutien global ayant des effets de distorsion des échanges fourni par les États-Unis, à 17 milliards de dollars US. La proposition américaine actuelle réduirait son propre niveau plafond pour ces subventions de 53%, à environ 22,5 milliards de dollars US - toujours supérieur aux 19,7 milliards dépensés en 2005. Les subventions européennes seraient réduites de 70%, correspondant à la proposition avancée lors des négociations.

En retour, l'UE (et d'autres pays développés) auraient à réduire les droits tarifaires d'une moyenne de 52-54%. Ceci se rapproche de la réduction tarifaire moyenne de 54% recherchée par le groupe G-20 de pays en développement et est également supérieur à la proposition initiale de Bruxelles, à savoir de 39%, et légèrement supérieur à une offre informelle d'environ 51%, qu'elle avait

faite, en juillet 2006 immédiatement avant le capotage des discussions. Les pays seraient autorisés à protéger 5 à 8% de leurs lignes tarifaires en tant que 'produits sensibles' et auraient à élargir les contingents tarifaires pour ces produits de 2 à 3% de la consommation intérieure - ce qui est plus proche des buts de l'UE que de ceux des États-Unis.

L'option la plus ambitieuse, le 'scénario C', envisage un abaissement des subventions de 80% pour l'UE et de 70% pour les États-Unis, ce qui plafonnerait leurs dépenses en matière de subventions à 15 milliards de dollars. Ceci excéderait les abaissments de subventions proposés par l'UE, qui a appelé à un abaissement de 60% pour les subventions américaines et japonaises et à un abaissement de 70% pour ses propres subventions, mais se rapproche des réductions souhaitées par le G-20, qui recherche un abaissement de 80% des subventions européennes et de 75% des subventions américaines et japonaises. Le scénario imposerait un abaissement tarifaire moyen de 60% - qui se rapproche des près de 66% recherchés par Washington. Dans le cadre du scénario C, les pays seraient autorisés à ne désigner pas plus de 4% de leurs produits comme sensibles et auraient à élargir les contingents tarifaires pour ces produits d'au moins 6% de la consommation intérieure.

Une 'scénario B', d'une ambition moyenne, permettrait aux États-Unis de réduire leurs subventions de 65-70%, abaissant les limites de dépenses à 15 et 17 milliards de dollars US. Les droits tarifaires seraient abaissés d'un chiffre entre 55 et 59% et les pays seraient autorisés à désigner 4 ou 5% de leurs produits comme sensibles et auraient à élargir les contingents tarifaires d'un chiffre entre 3 et 5% de leur consommation intérieure.

**NOUVELLES DE L'OMC****Certains Membres appellent à une concentration plus forte sur les services avec la reprise des discussions à Genève.**

Les négociations sur les services ont, le 22 janvier dernier, inauguré la nouvelle année, avec une 'groupe' de réunions de deux semaines. Comme à l'accoutumée, les Organes subsidiaires du Conseil du commerce des services se sont réunis au cours de la première semaine (22-26 janvier) ; la seconde semaine (29 janvier-2 février) sera consacrée à des négociations en matière de présentation de demandes et d'offres entre Membres. Toutefois, en accord avec la reprise 'soft' du Cycle de Doha, toutes les discussions se dérouleront de manière informelle.

On s'attend à ce que les négociations sur l'accès aux marchés dans les services tirent une impulsion politique de la réunion des ministres représentant près de 30 pays Membres. Au cours d'une réunion en 'green room', tenue le 22 janvier dernier, le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a accepté, comme le proposaient des demandeurs des services tels que les États-Unis, l'UE et le Japon, d'insister, à Davos, sur le fait que le commerce des services était un volet crucial des négociations globales sur l'accès aux marchés. Ces pays lui ont demandé en particulier de mettre l'accent sur le fait que des offres significatives de libéralisation des services pourraient aider à débloquent des concessions possibles de la part des grands pays développés dans les discussions sur l'agriculture et sur les biens industriels.

**La réglementation intérieure occupe la première place à Genève**

Parmi les diverses questions débattues en ce moment à Genève, les discussions sur la réglementation intérieure semblent actuellement primer. La réglementation intérieure, qui renvoie aux mesures que le gouvernement applique aux entités à la fois locales et étrangères qui fournissent

ou cherchent à fournir un service sur leur territoire, est depuis longtemps jalousement protégée par les Membres comme leur prérogative souveraine. Ces mesures, qui couvrent typiquement les prescriptions en matière de qualification, les procédures de qualification, les procédures d'octroi de licence et les normes techniques que les fournisseurs doivent respecter afin d'être en mesure de fournir un service, ont le potentiel d'être indûment restrictives. L'article VI de l'Accord général sur le commerce des services donnait pour mandat aux Membres de négocier des disciplines possibles sur la réglementation intérieure. La Déclaration ministérielle de Hong Kong de 2005 spécifiait que de nouvelles disciplines devraient être développées avant la fin du Cycle de Doha.

Pour mener à bien le mandat conféré par Hong Kong, le Président du Groupe de travail de la réglementation intérieure mène une série de consultations informelles avec un certain nombre de Membres, dans le cadre du processus dit 'Room F', désigné ainsi d'après la salle de l'immeuble de l'OMC où les consultations se déroulent actuellement. Les discussions initiales ont porté sur des propositions de textes pour de nouvelles disciplines, en particulier sur les éléments qui semblaient les plus difficiles. Ceux-ci ont trait aux dispositions qui visent à améliorer la transparence des réglementations en exigeant des gouvernements qu'ils offrent aux parties intéressées la possibilité de faire des commentaires sur ces réglementations, préalablement à leur mise en œuvre, et qu'ils garantissent que les réglementations répondent à ce que l'on appelle le 'test de nécessité' ou qu'elles ne sont pas plus pesantes que nécessaires pour répondre aux objectifs de politique nationale. D'autres propositions exigeraient que les normes techniques reposent sur des critères objectifs et transparents. Les projets de textes que les Membres sont en train d'examiner sont tirés d'un document informel de juillet 2006 émanant du Président du Groupe de travail de la réglementation intérieure, qui fournissait différentes versions de disciplines potentielles sur la transparence et sur le 'test de nécessité'.



Selon des sources dans les milieux du commerce, les discussions relatives au 'commentaire préalable' se sont avérées plutôt litigieuses, des pays en développement tels que l'Égypte et l'Uruguay ayant émis de fortes réserves concernant de telles prescriptions. Les États-Unis - principal partisan des disciplines sur la transparence - ont fait part de préoccupations sérieuses concernant le fait que même le langage non obligatoire du 'commentaire préalable' suscitait une opposition. De leur propre point de vue, ont-ils déclaré, les prescriptions en matière de 'commentaire préalable' étaient le seul élément des disciplines proposées qui avait une valeur potentielle. Un observateur a, par ailleurs, souligné que le langage de l'effort maximal suggéré par le Président du Groupe de travail de la réglementation intérieure sur le 'commentaire préalable' semblait encore plus prescriptif que ce que les États-Unis avaient présenté en juin 2006 ; et que les adversaires du 'commentaire préalable' pouvaient, paradoxalement, considérer la proposition américaine de manière plus favorable qu'auparavant.

Les discussions plus récentes se sont concentrées sur certains éléments des disciplines ayant trait aux prescriptions et procédures en matière de qualification et aux prescriptions et procédures en matière d'octroi de licence. De manière significative, les prescriptions et procédures en matière de qualification et en matière d'octroi de licence ne font l'objet d'aucun 'test de nécessité', dans le cadre des disciplines proposées. Selon certains délégués, ceci indique une fois de plus que le 'test de nécessité' est pratiquement mort dans l'œuf et qu'il ne sera reflété, au mieux, que dans le cadre du préambule de toute règle adoptée à la fin des négociations. On s'attend à ce que de nombreux secteurs de la société civile, traditionnellement critiques à l'endroit du 'test de nécessité' qu'ils accusent de restreindre indûment le droit des pays de réglementer dans des secteurs cruciaux tels que la protection de l'environnement et la distribution de l'eau, réservent un accueil favorable à cette évolution.

Pendant ce temps, les Membres de l'OMC au sein de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) cherchent à donner un nouveau souffle aux discussions relatives à un mécanisme de sauvegarde d'urgence possible pour le commerce des services, dans le Groupe de travail des règles de l'AGCS, en présentant un projet d'accord révisé énonçant des prescriptions et des procédures pour l'imposition d'une mesure de sauvegarde. Le texte révisé s'inspire de communications antérieures du Groupe, de 2000 et 2004. Le nouveau projet de texte doit faire l'objet de discussions lors de la réunion informelle du Groupe de travail des règles de l'AGCS, fixée fin janvier.

---

### Le Canada intente une action à l'OMC contre les subventions américaines au titre de la Farm Bill.

Le Canada a intenté une action à l'OMC contre un large spectre de programmes américains de subventions agricoles, une démarche qui semble calculée pour influencer sur les futures dépenses agricoles de Washington.

Le gouvernement canadien soutient que les États-Unis ont dépassé leur limite légale de subventions ayant des effets de distorsion des échanges au cours des cinq à huit dernières années. Il vise également, de manière spécifique, les milliards de dollars versés par Washington aux producteurs de maïs, en soutenant qu'ils ont faussé les prix mondiaux et lésé les producteurs du Canada.

Le 8 janvier dernier, le Canada a demandé des consultations avec les États-Unis, la première étape dans les procédures de règlement des différends à l'OMC. Si les deux parties n'arrivent pas à résoudre leurs divergences, le Canada serait libre de demander l'établissement d'un Groupe spécial pour trancher le différend.

La plainte semble suivre la même voie que le différend à l'OMC tranché en faveur du Brésil, en 2005, contre le soutien américain aux producteurs de coton. Dans cette décision, l'Organe d'appel



ordonnait à Washington d'annuler certains programmes de subventions et de crédits à l'exportation qui portaient atteinte aux engagements souscrits par les États-Unis au titre de l'OMC, qui avaient des effets de distorsion de la production et qui déprimaient les cours mondiaux du coton, au détriment des intérêts commerciaux du Brésil.

### **Le Canada tente d'influer sur la prochaine Farm Bill américaine**

Ottawa a laissé entendre avec force que le Canada tentait d'influencer les législateurs américains, au moment où ils rédigent la nouvelle législation, cette année, pour fixer les futures dépenses agricoles. " Les États-Unis accordent à leurs producteurs agricoles des subventions qui créent des avantages de marché inéquitables, " a déclaré David Emerson, Ministre canadien du commerce international. " Nous espérons voir les États-Unis respecter leurs obligations, en particulier du fait qu'ils ont l'opportunité de le faire en refondant leur Farm Bill, cette année. "

L'Administration Bush tente actuellement de convaincre le Congrès et le puissant lobby agricole américain d'accepter certaines modifications à apporter aux programmes de subventions agricoles existants, afin de parer à certaines contestations potentielles à l'OMC. Bien qu'il ait qualifié l'annonce canadienne de " perturbante " et juré de " défendre de manière agressive " les programmes de subventions, le Secrétaire à l'agriculture américain, Mike Johanns, a déclaré aux groupes d'agriculteurs que la demande était un autre signe indiquant qu'une incapacité à réformer pourrait signifier que " le filet de sécurité sur lequel vous comptez pourrait être retiré de sous vos pieds. "

Les analystes du commerce estiment depuis longtemps que les subventions américaines au maïs seraient susceptibles d'être contestées à l'OMC. Dans un rapport de novembre 2005, le groupe de la société civile Oxfam a soutenu que les versements au titre de prêts à la commercialisation et les paiements contracycliques (ces derniers s'élèvent lorsque les prix sur les marchés mondiaux chutent)

avaient tous deux fait grimper la production et déprimé les prix mondiaux. Selon Oxfam, les grands exportateurs de maïs, ainsi que certains pays ayant des producteurs de maïs vulnérables, seraient tous en mesure de soutenir que leurs intérêts étaient lésés par les programmes de subventions de Washington.

### **Le maïs retenu ...**

Ottawa est en train de faire valoir que les subventions américaines lèsent l'agriculteur canadien, et violent les obligations souscrites par les États-Unis au titre de l'OMC. Ottawa cible plusieurs types de versements au titre de la Farm Bill 2002 américaine, de son équivalent de 1996 et un paquet de projets de lois sur l'aide en cas de catastrophe et d'autres législations sur l'agriculture remontant jusqu'en 1978, selon la lettre de demande de consultations envoyée par l'Ambassadeur du Canada à l'OMC, Don Stephenson, à son homologue américain, Peter Allgeier.

Concernant le maïs, de manière spécifique, le Canada maintient que le soutien gouvernemental direct et indirect au secteur américain du maïs permet aux producteurs américains de vendre à meilleur marché que leurs homologues canadiens et cause ainsi un 'préjudice grave' aux intérêts de ces derniers, en violation des articles 5(c) et 6.3 (c) de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Un tel soutien sous forme, par exemple, de versements directs et contracycliques, de prêts à la commercialisation, d'aide pour perte de parts de marché et de garanties de crédit à l'exportation, ont fait baisser les prix du maïs sur le marché canadien, entre 1996 et 2006.

### **... mais le soutien interne largement ciblé**

Le Canada soutient également qu'au travers de " l'exclusion irrégulière " de certains versements de leurs calculs et du soutien interne, les États-Unis avaient de fait dépassé leur limite annuelle d'offre de soutien ayant des effets de distorsion des échanges aux agriculteurs en 1999, 2000, 2001, 2004 et 2005. Ceci serait en violation à la fois de

l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et de l'Accord sur l'agriculture.

Depuis 2000, les États-Unis ont été autorisés à fournir à leurs agriculteurs jusqu'à 19,1 milliards de dollars de subventions au titre de la 'catégorie ambre' - qui couvrent la plupart des versements estimés avoir des effets de distorsion sur la production et sur les échanges. Les allégations concernant les dépenses américaines en matière de subventions sont compliquées par le fait que Washington n'a pas formellement notifié à l'OMC ses subventions agricoles depuis que les dépenses au titre de la Farm bill 2002 ont pris effet.

Selon Ottawa, une série de programmes américains de soutien interne - versements directs, versements au titre de contrats de flexibilité de la production, versements contracycliques, (au titre de la législation 'd'urgence' pour indemniser les agriculteurs en cas de baisse des prix), versements d'aide pour perte de parts de marché - sont liés aux décisions de production et devraient donc être classés comme soutien au titre de la catégorie ambre. Toutefois, lorsque l'on compte ces programmes par rapport à la limite des dépenses au titre de la catégorie ambre, les États-Unis dépassent le total autorisé.

Dans le différend intenté par le Brésil contre les subventions américaines au coton, l'OMC avait statué que tant les versements directs que les contrats de flexibilité de la production ne pouvaient être classés comme n'ayant pas d'effets de distorsion des échanges - et étaient donc susceptibles d'être contestés à l'OMC - car ils étaient liés au type de production entrepris, même s'ils n'étaient pas liés au volume de la production. Par exemple, les producteurs de fruits ne peuvent prétendre à des versements directs. Il n'a toutefois pas été déterminé si un tel soutien appartient effectivement à la catégorie ambre.

Dans une autre plainte, la demande canadienne spécifiait que les États-Unis fournissaient des prêts à de meilleurs taux que ceux du marché, en particulier aux exportateurs. Ceci, soutenait le Canada, était incompatible avec les propres

engagements de Washington en matière de subventions à l'exportation, ainsi qu'avec l'interdiction des subventions subordonnées à la performance à l'exportation, énoncée dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

### **Les fermiers canadiens se tournent vers l'OMC**

Les producteurs de maïs canadiens cherchent depuis des années à convaincre les autorités commerciales nationales d'imposer des droits tarifaires à long terme pour leur assurer une certaine protection contre les importations américaines meilleur marché. Leurs tentatives se sont toutefois montrées, à terme, infructueuses. En avril 2006, le système canadien de mesures commerciales correctives a conclu que les fermiers canadiens n'étaient pas lésés par les importations de maïs américain.

Les responsables du commerce américains ont mis cette décision en exergue pour renforcer leurs affirmations selon lesquelles leurs programmes de subventions étaient compatibles avec les règles de l'OMC. Gretchen Hamel, une porte-parole du bureau de la Représentante américaine chargée du commerce extérieur, a déclaré : " Le propre Tribunal du commerce international du Canada a statué l'an passé que les producteurs de maïs canadiens n'étaient pas lésés par les importations de maïs américains, " selon le Globe and Mail.

Les responsables du commerce à Ottawa ont toutefois indiqué qu'un différend à l'OMC reposerait sur un ensemble différent des questions et de normes juridiques. Si le Tribunal canadien fondait son enquête sur le droit national, un Groupe spécial de l'OMC prendrait en compte le respect par les États-Unis de leurs obligations au titre des Accords de l'OMC. " En tant que premier producteur, consommateur et exportateur de maïs du monde, les États-Unis exercent une influence très significative sur le marché global du maïs. A cet égard, nous estimons que les effets de distorsion des échanges inhérents aux subventions américaines sur le maïs causent un préjudice grave aux intérêts des producteurs de maïs canadiens, " a déclaré Renée David, une porte-parole du

Département des Affaires étrangères et du  
Commerce international du Canada.

Au cours des négociations commerciales perturbées du Cycle de Doha, les États-Unis ont tenté de s'assurer une protection juridique pour des versements contracycliques du type de ceux actuellement ciblés par le Canada. Ils ont également recherché une 'clause de paix', qui, pendant quelques années, protégerait les subventions agricoles du pays contre de nombreux types de contestation juridique.

---

## SUR LE FIL

---

### Le Vietnam devient le 150ème membre de L'OMC.

Le Vietnam est devenu, le 11 janvier dernier, le 150ème Membre de l'OMC, 30 jours après avoir ratifié son accord d'accession.

Le dernier obstacle à des relations commerciales normalisées entre Hanoi et les États-Unis est également tombé, Washington ayant renoncé à invoquer une disposition de l'OMC qui l'autorisait à s'abstenir d'appliquer des règles multilatérales dans ses relations commerciales avec le Vietnam. Avant d'être en mesure de le faire, le gouvernement américain avait dû attendre que le Congrès approuve des 'relations commerciales normales permanentes' avec le Vietnam. Ceci a eu lieu en décembre dernier, au cours de ce qui est communément appelé la session 'lame-duck' de l'ancien Congrès.

L'accession du Vietnam couronne douze années de négociations qui se sont conclues cette année. Les Membres de l'OMC ont fini de négocier les termes de l'adhésion du Vietnam le 26 octobre ; le Conseil général de l'OMC a formellement approuvé l'entrée du Vietnam dans l'organe commercial international le 7 novembre dernier.

Immédiatement après son accession, le Vietnam a réduit les droits tarifaires sur près de 1.800 catégories de produits, notamment les textiles, la bijouterie, les chaussures et les automobiles. Dans le cadre de ses obligations de nouveau Membre, le Vietnam sera tenu de supprimer certaines subventions, ainsi que d'autres obstacles au commerce. En échange, les autres Membres de l'OMC ouvriront leurs économies aux importations vietnamiennes et le Vietnam aura recours aux lois et aux institutions de l'OMC pour régler les différends commerciaux.

" A l'OMC, lorsque les gens travaillent dur, les choses se passent - et le Vietnam en est un bon exemple, " a déclaré Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC, à propos de l'accession de ce pays. Il a suggéré qu'une détermination similaire serait nécessaire pour permettre aux Membres de conclure de manière fructueuse les négociations perturbées du Cycle de Doha.

---

## EVENEMENTS

---

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

### Evénements de l'OMC

5 février, OMC, Genève, Suisse, table ronde de haut niveau, OMC - PNUE : Mondialisation et environnement : assurer la cohérence entre les régimes du commerce et de l'environnement.  
[www.wto.org](http://www.wto.org)

7 - 8 février, OMC, Genève, Suisse, Conseil général de l'OMC. [www.wto.org](http://www.wto.org)

12 - 14 février, OMC, Argentine, Organe d'examen des politiques commerciales.

[www.wto.org](http://www.wto.org)

9-10 mai, OMC, Genève, Suisse, Conseil général de l'OMC. [www.wto.org](http://www.wto.org)

### En dehors de l'OMC

10 - 12 février, Libre Ville Gabon, premier Forum National des jeunes sur l'environnement. Contact : 0024107875224; 0024106107320;

[seraotaba@yahoo.fr](mailto:seraotaba@yahoo.fr)

8 - 14 mars, Genève, Suisse, commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, 11e session. Contact :

[www.unctad.org/p166/](http://www.unctad.org/p166/)

12 mars - 5 avril, Genève, Suisse, conseil des droits de l'Homme ; quatrième session.

[www.wto.org](http://www.wto.org)

19 - 23 mars, Genève, Suisse, commission du commerce des biens et services, et des produits de base, 11e session. Contact : [www.unctad.org/p166/](http://www.unctad.org/p166/)

21 - 24 mars, Tunis, Tunisie, conférence internationale sur la gestion durable de l'eau.

Contact : [ahmed.ghrabi@inrst.rnrt.tn](mailto:ahmed.ghrabi@inrst.rnrt.tn)

Mars - avril, Genève, Suisse, Forum de l'OIT sur le travail décent pour une mondialisation juste.

14 - 15 avril, Washington DC, USA, Réunion de printemps du groupe de la Banque mondiale et le fonds monétaire international. Contact : [www.banquemondiale.com](http://www.banquemondiale.com)

18 - 20 avril, Genève, Suisse, conseil du commerce et du développement, 41e réunion directive (rapports des commissions),

[www.unctad.org/p166/](http://www.unctad.org/p166/)

18 - 21 avril, FAO, Rome, Italie, comité de l'agriculture (20e session). Contact : [www.fao.org](http://www.fao.org)

25 - 27 avril, Dakar, Sénégal, Deuxième réunion sur le groupe de travail ad hoc ouvert sur non - respect. Contact : [ssc@pops.int](mailto:ssc@pops.int)

30 avril - 4 mai, Dakar, Sénégal, troisième réunion de la conférence des Parties à la convention de Stockholm sur les polluants persistants organiques. Contact : [ssc@pops.int](mailto:ssc@pops.int)

14 - 15 mai, Paris, France, Forum de l'OCDE ; innovation pour la croissance et l'équité : Programme de l'OCDE pour la mondialisation. Contact : [www.ocde.org](http://www.ocde.org)

21 - 24 mai, FAO, Rome, Italie, comité de la sécurité alimentaire mondiale (33e session). Contact : [www.fao.org](http://www.fao.org)

21 - 25 mai, Genève, Suisse, Commission de la science et de la technologie au service du développement, dixième session. Contact : [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

23 - 25 mai, Nairobi, Kenya, 11e conférence africaine sur le commerce le Gaz et les finances (exposition). Contact : [frida.youssef@unctad.org](mailto:frida.youssef@unctad.org) ou [rachid.anui@unctad.org](mailto:rachid.anui@unctad.org)

24 - 25 mai, Gatineau, Québec, Canada, Conférence internationale de collaboration en Afrique : Nouvelle approche dans le secteur de l'eau. Contact: [nkibi@uottawa.ca](mailto:nkibi@uottawa.ca)

## PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

### En français

OMC, Rapport annuel de l'OMC 2006, disponible à partir du 15 décembre 2006, 122 pages. [www.wto.org](http://www.wto.org)

OMC, WTO Dispute Settlement: One-Page Case Summaries. 1995 - Septembre 2006. Janvier 2007, 147 pages. [www.wto.org](http://www.wto.org)

CNUCED, Réunion des défis du commerce et du développement dans une ère de prix d'énergie hauts et volatils : huile et gaz dans LDCS et pays africains. Décembre 2006, 40 pages. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

CNUCED, Bulletin de transport numéro 33, troisième trimestre 2006, 17 Pages. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

CNUCED, Défis et occasion pour les pays en voie de développement dans la production de biocarburant. 27 novembre 2006, 26 pages. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

ONU, Accord Européen Relatif au Transport International des Marchandises Dangereuses par Route : En vigueur le 1er janvier 2007. 1284 pages. <https://unp.un.org/details.aspx?entry=F06EAC>

ONU, Eta de la population mondiale 2006. Des jeunes en mouvement - supplément jeunesse. 72 pages <https://unp.un.org/details.aspx?entry=F06EAC>

ONU, Rapport annuel sur l'Activité de l'organisation 2006 : Résoudre les problèmes d'un monde en mutation. 132 pages. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

ONU, ABC des Nation unies, septembre 2006, 472 pages, [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

ONU, Développement économique en Afrique : Le Doublement de l'aide- Assurer " la Grande Poussée " octobre 2006, 126 Pages. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

ONU, Bulletin des stupéfiants : Les marchés des drogues illicites, novembre 2006, 192 pages. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

OCDE, Changement climatique dans les Alpes européens adaptant tourisme d'hiver et gestion des dangers naturels. 18 janvier 07. [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

OCDE, L'OCDE en chiffres 2006-2007. Statistique sur les pays membres de l'OCDE. 10 janv.-07. [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

OCDE, Science, technologie et industrie. Perspectives de l'OCDE en 2006. 04 décembre 2006. [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))  
*PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF  
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.  
Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)